

CONTENU

Relation commerciales

Les relations commerciales américano-égyptiennes à l'heure de la révolution arabe.....1

Politique commerciale américaine

Un « périmètre de sécurité nord-américain » pour accroître le commerce canado-américain ?.....3

L'avenir économique des États-Unis dépend-t-il de l'innovation ?.....4

Études économiques et articles connexes5

Politique commerciale américaine

Les relations commerciales américano-égyptiennes à l'heure de la révolution arabe

La révolution qui secoue l'Égypte pourrait avoir des répercussions sur le commerce extérieur américain. L'Égypte est un partenaire commercial modeste des États-Unis, mais son importance stratégique, notamment à cause de l'intensité du transport maritime qui traverse le canal de Suez et de sa proximité avec Israël, en fait un allié de premier plan des États-Unis dans la région.

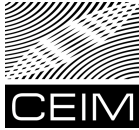
Avec un commerce bilatéral totalisant 8,4 milliards de \$ É-U en 2009, l'Égypte n'est que le 52^e partenaire commercial en importance des États-Unis. Cependant, avec un surplus commercial totalisant près 3,13 milliards de \$ É-U en 2009 et qui dépassera les 4 milliards de \$ É-U en 2010, les États-Unis enregistrent avec l'Égypte leur 9^e plus important excédent commercial. Cet excédent est composé majoritairement de produits et machineries agricoles ainsi que de fournitures militaires. Les exportations américaines ont totalisé plus 5,2 milliards de \$ É-U en 2009 et dépasseront probablement la barre des 6 milliards de \$ É-U en 2010. À court terme, l'instabilité et les grèves généralisées accentuent la demande pour des produits agroalimentaires étrangers, mais les analystes américains de l'agroalimentaire craignent un impact à terme de l'instabilité politique sur les exportations vers ce pays. Les États-Unis importent une quantité limitée de vêtements en provenance d'Égypte depuis une vingtaine d'années et, depuis quelques années seulement, ils en importent aussi du pétrole. La croissance rapide des importations de vêtements depuis 2004 s'explique par l'établissement de zones franches (*qualified industrialized zones*) où les biens qui sont produits doivent contenir une quantité minimale d'intrants en provenance d'Israël pour pouvoir bénéficier d'un accès préférentiel au marché américain. Le stock d'investissements directs américains en Égypte est négligeable. Il a atteint 7,5 milliards de \$ É-U en 2007 et se retrouve principalement dans le secteur minier. L'Égypte cherche depuis le milieu des années 1990 à conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis mais ces derniers s'y sont toujours refusés, et ce, bien qu'un *Trade and Investment Framework Agreements* (TIFA) ait été signé en 1999.



Commerce de marchandises entre les États-Unis et l'Égypte			
<i>(en millions de \$ É-U)</i>			
	1999	2004	2009
Exportations totales	3 001	3 078	5 253
Importations totales	618	1 284	2 058
Solde commercial	2 383	1 794	3 195
Décomposition par grands secteurs			
	1999	2004	2009
Exportations:			
• Équipement de transport	488	662	1 116
• Produit agricoles	797	867	1 038
• Machinerie non-électrique	417	383	731
• Produits chimiques et engrais	152	234	407
Importations:			
• pétrole et gaz naturel	21	0	844
• vêtements	333	423	742
source : International Trade Administration (ITA)			

Le maintien du trafic maritime sur le canal de Suez représente un enjeu commercial certain, mais d'une importance stratégique moins grande qu'autrefois. Jusqu'à présent, le régime du président Moubarak s'assure d'y maintenir la fluidité du transport. Près de 8 % du trafic maritime mondial transite par le canal. Sa fermeture pourrait entraîner une hausse du coût du transport, qui se répercuterait dans le prix des marchandises. Le détour par la pointe sud de l'Afrique ajoute un minimum de douze jours de voyage entre l'Asie et l'Europe ou l'Amérique du Nord. Environ quatre à cinq millions de barils de pétrole transitent chaque jour par le canal, soit par bateau, soit par l'oléoduc qui suit son tracé. Les analystes apparaissent divisés sur l'impact d'une perturbation du trafic pétrolier. Selon les analystes de Barclays Capital, la fermeture du canal entraînerait une réorganisation des réseaux de distribution, mais n'affecterait pas outre mesure les prix. D'autres, par contre, craignent que, advenant la fermeture du canal, la spéculation sur les marchés n'entraîne une hausse fulgurante des prix. Quoi qu'il en soit, l'éventualité d'une fermeture complète est peu probable à long terme. L'Égypte tire près de 5 milliards de \$ É-U annuellement en revenus de l'exploitation du canal, un montant qui représente 2,5 % de son PIB et dont aucun gouvernement ne voudra se passer. La transmission de la révolte à de grands pays producteurs de pétrole dans la péninsule arabe aurait assurément une incidence beaucoup plus grande sur le coût de l'or noir.

L'enjeu le plus important pour les États-Unis reste cependant d'ordre géopolitique. Depuis la signature de l'Accord de Camp David en 1979, l'Égypte et le régime Moubarak ont assuré la stabilité dans la région en s'alliant avec les États-Unis et Israël. Cette alliance a valu à l'Égypte d'être le 2^e plus important bénéficiaire d'aide internationale américaine - derrière Israël - durant de nombreuses années. L'aide américaine versée à l'Égypte s'élève aujourd'hui à plus de 1,5 milliard de \$ É-U par année. La majeure partie de cette somme, soit 1,3 milliard de \$ É-U, sert à l'achat d'équipements militaires américains. À titre de comparaison, l'aide militaire américaine à Israël s'élève à environ 3 milliards de \$ É-U par année. En échange de cette assistance, l'armée américaine obtient le droit d'utiliser prioritairement l'espace naval et aérien égyptien. Le



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 5, 8 février 2011

gouvernement des États-Unis s'est assuré de pourvoir l'Égypte d'une armée moderne et fera certainement tout en son pouvoir pour garder sa relation privilégiée avec le futur gouvernement égyptien, quel qu'il soit.

À la lumière de ces informations, il appert que l'impact direct de la révolution en Égypte sur l'économie américaine sera probablement minime à court terme. Par contre, la rupture de l'équilibre géopolitique dans la région, le remplacement du régime en place par un gouvernement hostile aux intérêts américains et la transmission de la crise aux pays producteurs de pétrole pourraient constituer une menace bien plus importante pour la stabilité de l'économie américaine.

Sources : Jeremy Sharp, « Egypt : Background and U.S. Relations », *Congressional Research Service*, 28 janvier 2011, en ligne : State department <http://fpc.state.gov/documents/organization/155979.pdf> ; Linda Smith, « Unrest in Egypt Affects Ag Trade », *AgFax.com*, 31 janvier 2011, en ligne : AgFax <http://agfax.com/Content/crisis-in-egypt-affects-ag-trade-01312011.aspx> ; Marianne Stigset et Gelu Sulugiuc, « Suez Canal, Carrying 8% of Trade, Open Amid Unrest », *Businessweek*, 31 janvier 2011, en ligne : Businessweek <http://www.businessweek.com/news/2011-01-31/suez-canal-carrying-8-of-trade-open-amid-unrest.html> ; Neil Asbury, « Opinion: Egypt's Unrest Poses Risks to US Trade », *AOL news*, 7 février 2011, en ligne : AOL <http://www.aolnews.com/2011/02/07/opinion-egypts-unrest-poses-risks-to-us-trade> ; Eugenio J. Alemán, « Egypt: U.S. Economic Exposure », *Wells Fargo Securities Special Commentary*, 31 janvier 2011, en ligne : Wells Fargo https://www.wellsfargo.com/downloads/pdf/com/research/international/EgyptCrisis_01312011.pdf

Relations commerciales

Un « périmètre de sécurité nord-américain » pour accroître le commerce canado-américain ?

Le président américain, Barack Obama, et son homologue canadien, Stephen Harper, ont annoncé la mise en place de nouvelles mesures qui doivent faciliter le commerce entre les deux pays. Ils ont profité d'une rencontre bilatérale à Washington, le vendredi 4 février dernier, pour dévoiler les grandes lignes du « périmètre de sécurité nord-américain ». L'objectif de l'entente est d'harmoniser les pratiques douanières des deux pays afin d'accélérer le transit des marchandises à la frontière. Les deux pays ont l'intention d'améliorer les procédures de contrôle à la frontière,

« Nous ne proposons pas d'éliminer la frontière, mais plutôt de simplifier, lorsque possible, la gestion du trafic de personnes et de biens à la frontière. »

– Stephen Harper, Premier ministre du Canada, 4 février 2011.

d'accroître le partage d'information entre les agences douanières et de développer de nouvelles procédures d'identification des menaces terroristes.

L'annonce de la conclusion de l'entente a soulevé un tollé dans l'opposition au Canada, qui accuse le gouvernement Harper de négocier secrètement avec les États-Unis l'abandon de prérogatives canadiennes. Le gouvernement s'en défend et rappelle que cette annonce s'inscrit dans l'engagement, pris par les deux pays dans la foulée de la crise économique de 2008-2009, de réduire les barrières non tarifaires afin de redynamiser le commerce entre eux. Cette entente fait aussi suite aux critiques virulentes des membres du Congrès américain pour qui la sécurité à la frontière est une priorité absolue depuis les attentats du 11 septembre 2001. Le sénateur Joe Lieberman (I-CT), président du comité sénatorial sur la Sécurité intérieure, s'est récemment interrogé publiquement sur la pertinence de ne pas imposer de visas pour les visiteurs canadiens aux États-Unis. L'imposition de mesures de sécurité qui limiteraient la circulation de marchandise entre les États-Unis et le Canada pourrait avoir des répercussions



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 5, 8 février 2011

catastrophiques pour ce dernier. Rappelons que près de 1,5 milliard de \$ É-U de marchandises et environ 300 000 personnes traversent chaque jour la frontière canado-américaine.

Pour consulter l'annonce du « périmètre de sécurité nord-américain », voir : White House

<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/02/04/remarks-president-obama-and-prime-minister-stephen-harper-canada-joint-p>

Sources : Doug Palmer et Louise Egan, « Obama, Harper Eye New Security Plan to Ease Trade », *Reuters*, 4 février 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/02/04/us-obama-harper-security-idUSTRE71367320110204> ; John Ivison, « Landmark Trade Deal Expected from Obama, Harper Meeting », *National Post*, 1er février 2011, en ligne :

National Post
<http://www.nationalpost.com/news/canada/Landmark+trade+deal+expected+from+Obama+Harper+meeting/4206185/story.html>

L'avenir économique des États-Unis passe-t-il par l'innovation ?

Dans la foulée du discours sur l'état de l'Union prononcé par le président américain en janvier 2011, le bureau de la Science et des Technologies, une branche de l'exécutif, a dévoilé le vendredi 4 février dernier la nouvelle stratégie américaine pour favoriser l'innovation.¹ Le rapport, intitulé *A Strategy for American Innovation, Securing Our Economic Growth and Prosperity*, fait état de la nouvelle stratégie avancée par la Maison-Blanche afin d'accroître le développement de l'innovation et la compétitivité des firmes américaines. Les quatre objectifs principaux de l'Administration sont de généraliser l'accès à l'internet haute vitesse, de réformer les procédures de brevets, de stimuler la recherche et le développement (R&D), principalement dans le domaine des énergies renouvelables, et d'accroître l'offre de formation en science.

« Pour rester compétitifs, les États-Unis doivent surpasser le reste du monde grâce à leurs innovations, à son éducation et à ses infrastructures supérieures. »

– *Rapport stratégique sur l'innovation, p.1.*

Pour consulter le rapport *A Strategy for American Innovation*, voir : White House,

<http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/uploads/InnovationStrategy.pdf>

Source : Josh Smith, « White House Unveils Innovation Report », *Tech Daily Dose*, 4 février 2011, en ligne : Tech Daily Dose

<http://techdailydose.nationaljournal.com/2011/02/white-house-unveils-innovation.php>

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Aftab Maken, « Pakistan, US to Resume, Broaden Investment Treaty Talks », *Bilaterals*, 30 janvier 2011, en ligne : Bilaterals <http://www.bilaterals.org/spip.php?article18957&lang=en>

¹ Vous pouvez consulter une présentation du plus récent discours sur l'état de l'Union dans la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 4, du 1^{er} février 2011, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol4no-4_01-02-11.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 5, 8 février 2011

Ian Swanson, « Unemployment Rate Falls to 9 Percent; 36,000 Jobs Added », *The Hill*, 8 février 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/801-economy/142091-jobless-rates-falls-to-9-percent-economy-adds-36000-jobs>

Ian Swanson, « Obama Trade Rep to Make House Debut », *The Hill*, 8 février 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/homenews/administration/142629-kirk-to-make-house-debut>

Mohsin S. Khan, « Worrisome Economic Consequences from the Unrest in Egypt », *Peterson Institute*, 4 février 2011, en ligne : IIE <http://www.iie.com/realtime/?p=2001>

Shailagh Murray, « White House, Key Senator in Standoff Over South Korean Trade Deal », *Washington Post*, 3 février 2011, en ligne : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/02/02/AR2011020204751.html?hpid=topnews>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278